

Pau, le 31 mai 2023

ARRETE N°AP-2023-0276

**LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;  
Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants, et R.412-28 ;  
Vu le Code Pénal ;  
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;  
Vu l'arrêté municipal en date du 11 juillet 2008 réglementant le sens de circulation et stationnement sur la rue du chanoine Pambrun ;  
Considérant que les dispositions de l'arrêté initial ne permettent pas de l'appliquer ;  
Considérant qu'il convient de réglementer par un nouvel arrêté ;  
Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer le sens de circulation sur la rue du chanoine Pambrun ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – L'arrêté municipal en date du 11 juillet 2008 qui réglementait le sens de circulation et stationnement sur la rue du chanoine Pambrun est abrogé.

**ARTICLE 2** – Un sens unique de circulation est instauré sur la rue du chanoine Pambrun, dans le sens avenue de Montardon vers rue Francis Planté.

**ARTICLE 3** – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

**ARTICLE 4** – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

**ARTICLE 5** – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

**ARTICLE 6** – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

**19 JUIN 2023**

  
Clarisse JOHNSON LE LOHER  
Pour le Maire et par délégation  
L'Adjointe au Maire